



PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection des
Populations de la Drôme
Service protection de l'environnement

Valence, le 19 février 2019

Dossier suivi par : Sylvie BÉOLET
Tél. : 04 26 52 21 61
fax : 04 26 52 21 62
mail : ddpp@drome.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2019057-0004

PORTANT MISE EN DEMEURE

AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

à l'encontre de la SARL Dame-Blanche pour le site quartier Les Perrines à Chabeuil

Le Secrétaire Général chargé de l'administration de l'État dans le département

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme national d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'élevages relevant du régime de l'autorisation au titre du livre V du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral régional n°2018-247 du 19 juillet 2018 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral régional n° 2018-248 du 19 juillet 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions techniques n°10-3272 du 9 août 2010 délivré à l'EARL Dame Blanche pour l'exploitation de 4 bâtiments permettant d'élever 96 000 animaux-équivalents sur la commune de Chabeuil concernant notamment la rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la Direction Départementale de la Protection des Populations de la Drôme en date du 30 mai 2018 suite à la visite de l'élevage du 17 mai 2018 et transmis à l'exploitant par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

VU le courrier du 23 novembre 2018 précisant à la SARL Dame Blanche les échéances pour remédier aux faits contraires aux prescriptions applicables relevés sur son exploitation ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission de la lettre de rappel ;

VU le projet d'arrêté transmis le 22 janvier 2019 à l'exploitant, et l'absence de réponse de celui-ci ;

CONSIDERANT que lors de la visite en date du 17 mai 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté des faits constituant un manquement aux dispositions de l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié susvisé et de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé ;

CONSIDERANT que la SARL Dame Blanche n'a pas mis en place aux échéances attendues les moyens permettant de mettre son installation en conformité avec la réglementation en vigueur ;

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la SARL Dame Blanche de respecter les prescriptions de l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié susvisé (points III et IV) et celles de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé (articles 14 et 27-2), afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

La SARL Dame Blanche est mise en demeure de :

- déclarer officiellement la fermeture définitive du site de Souffledet à Chabeuil au Guichet unique ICPE du service de la protection de l'environnement de la DDPP. Les capacités restantes autorisées des bâtiments en activité du site de Chabeuil devront être en adéquation avec celles mentionnées dans le plan d'épandage ;

- respecter les périodes d'interdiction d'épandage en zones vulnérables ;

- compléter le plan d'épandage en ce qui concerne l'épandage sur les terres de l'exploitant et le mettre à jour pour tenir compte de la fermeture du bâtiment de Souffledet ;

- transmettre pour vérification par l'inspection le cahier d'épandage et le plan de fumure prévisionnel récolte 2018, ainsi qu'une copie des analyses de fumier justifiant la teneur utilisée

- faire réaliser le contrôle des installations électriques de l'élevage et les travaux électriques rendus nécessaires ;

- faire le plan des zones à risques d'incendie ou d'explosion et le tenir à disposition sur l'exploitation ;

- tenir à disposition les fiches de données de sécurité ;

au plus tard 60 jours après la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 – Délais et voies de recours :

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus aux articles R.514-3-1 et R.515-27 du même Code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du même Code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4 - Publicité :

Le présent arrêté sera notifié à la SARL Dame Blanche. Une copie sera déposée en mairie de Chabeuil et tenue à la disposition du public.

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 – Exécution :

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur de la protection des populations, le maire de la commune de Chabeuil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'État dans le département,

Patrick VIEILLES CAZES